

Dans le *Manifeste du parti communiste*, Marx et Engels avaient prévu l'imminence d'une révolution en Allemagne ; ils avançaient à la fois une tactique et une stratégie pour ce combat à venir : « *Les communistes tournent leur attention principalement vers l'Allemagne, parce qu'elle est à la veille d'une révolution bourgeoise, et qu'elle accomplit cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne [...] de sorte que la révolution bourgeoise ne peut être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne* »¹. Nous verrons comment ils se sont efforcés de mettre en pratique cette orientation.

Dès qu'éclate la révolution de mars 1848 en Allemagne, Marx et Engels quittent la Belgique, pour s'établir à Cologne, où ils adhèrent à l'Association Démocratique. C'est dans cette ville qu'ils vont publier, pendant plus d'une année, leur journal *Neue Rheinische Zeitung (Nouvelle gazette rhénane)* – en référence à la *Rheinische Zeitung* dont Marx avait été rédacteur en 1842-1843 – qui se veut « l'organe de la démocratie » dans le mouvement révolutionnaire en cours. Les articles de Marx au cours de l'année 1848 témoignent de sa volonté de contribuer à une alliance des forces progressistes, alliance allant du mouvement ouvrier à l'opposition bourgeoise à la monarchie prussienne représentée par l'Assemblée de Francfort.

Mais, en septembre de cette même année, Friedrich Engels est obligé de constater la lamentable capitulation de ce Parlement devant le pouvoir absolutiste, et en décembre Marx publie un article intitulé « La bourgeoisie et la contre-révolution », qui tire la conclusion suivante des événements de cette année décisive : « *Une révolution purement bourgeoise... est impossible en Allemagne. Ce qui est possible c'est soit une contre-révolution féodale et absolutiste, soit une révolution sociale-républicaine* ». Quelles seraient les forces motrices de cette révolution ? Dans un article de février 1849, il apporte une première réponse : « les classes les plus radicales et démocratiques de la société », les ouvriers, les paysans et la petite-bourgeoisie².

En avril 1849, Marx démissionne de l'Association Démocratique et consacre ses efforts à la construction de l'Association ouvrière de Cologne. Peu après, en mai, paraît le dernier numéro de la *Neue Rheinische Zeitung*, la révolution est vaincue et les deux jeunes révolutionnaires sont obligés de s'exiler en Angleterre. C'est à Londres qu'il vont, sous le même titre, éditer une publication mensuelle qui se veut la continuation de leur journal de Cologne, revue dont ne paraîtront que six numéros, au cours de l'année 1850.

Pendant ces deux années, Marx et Engels avaient suivi de près le soulèvement républicain en France, et rédigé dans la *Neue Rheinische Zeitung* plusieurs articles à propos des combats qui se déroulaient à Paris, notamment en juin 1848. Marx reviendra sur les événements révolutionnaires français dans une série d'articles pour leur revue londonienne. Textes qui ne seront rassemblés par Friedrich Engels, pour former un livre sous le titre *Les Luttes de classes en France 1848-1850*, que bien plus tard, après la mort de Marx, en 1895. Il s'agit de trois articles qui concernent la période de février 1848 à mars 1850, suivis d'un quatrième composé d'extraits (choisis par Engels) d'une étude sur l'évolution économique et politique de la France jusqu'au milieu de l'année 1850.

Histoire au présent

Il ne s'agit pas de journalisme, mais d'une sorte d'«histoire au présent», engagée et polémique, visant à aller au-delà de la surface du jeu politique et parlementaire, et

d'expliquer la succession des événements en France – pays-clé de la révolution européenne – aux yeux de Marx – par le conflit impitoyable entre classes dominantes et dominées.

Avec une ironie caustique, Marx met en évidence les intérêts de classe qui se cachent derrière les différents régimes, gouvernements ou partis politiques, en démasquant au passage les discours lyriques et les formules creuses des idéologues. Dès les premiers paragraphes, on trouve cette définition sarcastique de la Monarchie de Juillet :

« Ce n'est pas la bourgeoisie française qui régnait sous Louis-Philippe, mais *une fraction* de celle-ci : banquiers, rois de la Bourse, rois des chemins de fer, propriétaires des mines de charbon et de fer, propriétaires de forêts et la partie de la propriété foncière ralliée à eux, ce qu'on appelle *l'aristocratie financière*. Installée sur le trône, elle dictait les lois aux Chambres, distribuait les charges publiques, depuis les ministères jusqu'aux bureaux de tabac ».

Quant au gouvernement provisoire qui s'établit après la Révolution de février 1848, censé, selon son porte-parole politico-littéraire Lamartine, « suspendre ce malentendu terrible qui existe entre les différentes classes », il fera de la République « *une nouvelle tenue de bal pour la vieille société bourgeoise* » et finira par écraser dans le sang la révolte ouvrière de juin.

Quid du parti de la Montagne, de Ledru-Rollin et ses amis, représentants de la petite bourgeoisie démocratique ? « *Leur énergie révolutionnaire se bornait à des sorties parlementaires, au dépôt d'actes d'accusation, à des menaces, à des élévations de voix, à des discours tonitruants et à des extrémités qui ne dépassaient pas les paroles* ».

En contraste, le prolétariat révolutionnaire, qui se reconnaît dans le communisme – « *pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui* » – aspire, lui, à la « déclaration permanente de la révolution » jusqu'à la suppression des différences de classes en général et des rapports de production sur lesquels elles reposent³.

Dans son introduction Engels observe à juste titre que « *le présent ouvrage de Marx fut sa première tentative d'explication d'un fragment d'histoire contemporaine à l'aide de sa conception matérialiste et en partant des données économiques qu'impliquait la situation* ». Marx a ainsi réussi « *à ramener les conflits politiques à des luttes d'intérêts entre les classes sociales et les fractions des classes existantes, impliquées par le développement économique, et à montrer que les divers partis politiques sont l'expression plus ou moins adéquate de ces mêmes classes et fractions de classes* ».

Cependant, curieusement, Engels semble considérer ce type d'analyse comme insuffisant, parce que Marx n'a pas pu – par le manque d'information, notamment statistique, sur l'époque contemporaine – « *suivre jour par jour la marche de l'industrie et du commerce sur le marché mondial* » ; il a donc été « *contraint de considérer ce facteur, le plus décisif, comme constant, de traiter la situation économique qu'on trouve au début de la période étudiée comme donnée et invariable* »⁴.

Or, il nous semble au contraire qu'une des grandes forces de ce texte c'est de mettre l'accent sur la dynamique propre de *la lutte des classes* et de son déploiement sur le champ politique, en évitant de réduire cet affrontement socio-politique à des mécanismes économiques. L'histoire n'est pas faite par les forces de production, mais par les classes

sociales, certes dans des conditions données, économiques, sociales et politiques. En d'autres termes, Marx prend en compte l'*autonomie relative* de la lutte de classes par rapport aux fluctuations de la conjoncture économique, et à la « marche au jour le jour de l'industrie et du commerce ». Si chaque force politique correspond à une classe ou fraction de classe, c'est dans le conflit social que se trouve la clé des conflits politiques, et non dans les mouvements de l'économie (même en « dernière instance »).

Ce n'est donc pas un hasard si Antonio Gramsci, dans un des passages les plus importants, du point de vue théorique, de ses *Cahiers de Prison*, cite *Les Luttes de classes en France* et *Le 18 Brumaire* comme des ouvrages qui « permettent de mieux préciser la méthodologie historique marxiste ». Pour Gramsci, « la prétention (présentée comme postulat essentiel du matérialisme historique) de présenter et d'exposer toute fluctuation de la politique et de l'idéologie comme une expression immédiate de la structure, doit être combattue théoriquement comme un infantilisme primitif, et pratiquement doit être combattue avec le témoignage authentique de Marx, écrivain d'œuvres politiques et historiques concrètes »⁵. Ce commentaire apparemment « hétérodoxe » correspond tout à fait à la démarche marxienne dans cet ouvrage.

Marx s'est intéressé tout particulièrement aux affrontements de juin 1848. Cette grande révolte ouvrière, qui couvrit Paris de barricades – suite à la dissolution des ateliers nationaux par le gouvernement républicain bourgeois – a été écrasée dans le sang par le général Cavaignac, ministre de la guerre, qui s'était déjà illustré dans la « pacification » coloniale de l'Algérie.

Marx ne se contente pas d'analyser l'événement – il cite au demeurant un article qu'il avait rédigé, « à chaud », dans la *Neue Rheinische Zeitung* fin juin 1848 –, mais lui attribue une importance historique mondiale: la première grande bataille dans la guerre sociale moderne entre la bourgeoisie et le prolétariat. Il y a deux époques dans l'histoire de la France et de l'Europe: avant et après Juin 1848. Certes, Marx n'ignore pas d'autres soulèvements prolétariens antérieurs, à commencer par la révolte des canuts de Lyon; mais c'est Juin 1848 qui à ses yeux incarne le grand tournant dans la lutte de classes, le moment où le mot même de *révolution* change de signification: il cesse de désigner un simple changement dans la forme du pouvoir politique (monarchie, république) et prend le sens d'une offensive contre l'*ordre bourgeois* lui-même.

Le 18 Brumaire

Deux années plus tard, Marx revient à la charge et rédige un nouveau texte sur les événements en France : *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852). Ce petit ouvrage, véritable joyau d'étude historique matérialiste, est sans doute un des écrits les plus réussis de Marx, aussi bien du point de vue de sa richesse théorique que de sa qualité littéraire.

Il fut rédigé d'un seul jet, entre janvier et février 1852, à la demande de son ami Weidemeyer, communiste allemand exilé aux États-Unis, qui le publia dans le premier numéro d'une revue intitulée *Die Revolution*. Il aborde le même sujet que *Les Luttes de classes en France*, mais selon une autre perspective historique: il s'agit d'expliquer pourquoi cette révolution s'est achevée, le 2 décembre 1851, par le coup d'État qui assure les pleins pouvoirs à Louis Bonaparte. Ce « personnage médiocre et grotesque » selon Marx (dans la préface à la réédition de son livre en 1869) connaît là son « 18 Brumaire » – date du coup d'État de Napoléon Bonaparte, dans l'ancien calendrier de la Révolution française.

Par comparaison avec les articles de 1850, c'est moins ici le détail des événements qui intéresse Marx que les grandes lignes de l'affrontement des classes, ainsi que la grande énigme de la base sociale du bonapartisme. Il s'agit surtout d'un ouvrage beaucoup plus important du point de vue de la réflexion théorique générale sur l'histoire, les idéologies, la lutte de classes, l'Etat et la révolution. Si *Les Luttes de classe en France* rend compte de la dynamique propre des luttes sociales – non réductibles à des fluctuations économiques – le *18 Brumaire* permet de saisir l'autonomie relative du politique et de ses représentations.

Un des intérêts de l'ouvrage est de tenter de cerner la logique sociale du *bonapartisme*, une forme de pouvoir politique qui semble s'autonomiser entièrement par rapport à la société civile, se prétend un arbitre au dessus des classes sociales, mais sert, en dernière analyse, au maintien de l'*ordre bourgeois* – tout en s'assurant, par la démagogie, le soutien de la paysannerie et de certaines couches populaires urbaines. Le *18 Brumaire* fut écrit avant que Louis Bonaparte ne se proclame empereur.

Pourtant, cette issue ainsi que la fin du Deuxième Empire étaient annoncées dans la dernière phrase du livre: « Le jour où le manteau impérial tombera enfin sur les épaules de Louis Bonaparte, la statue d'airain de Napoléon s'écroulera du haut de la colonne Vendôme ». La prophétie s'est réalisée, littéralement, mais avec presque vingt années de retard: la Commune de Paris renversera la colonne Vendôme, mettant à terre «la statue d'airain de Napoléon», en mai 1871...

Dès les premières lignes du texte, on trouve une affirmation très générale, mais d'importance capitale pour la compréhension du matérialisme historique : ce sont les *Menschen*, c'est-à-dire les êtres humains – et pas les structures, ou les «lois de l'histoire», ou les forces productives – qui font l'histoire. Ce postulat permet de distinguer la pensée de Marx de toutes sortes de conceptions positivistes ou déterministes – inspirées du modèle des sciences de la nature – du mouvement historique. On en retrouve l'équivalent dans un passage du *Capital* où Marx se réfère à Vico: ce qui distingue l'histoire humaine de l'histoire naturelle, c'est que les êtres humains font la première et non la deuxième.

Certes, ajoute-t-il, ils ne font pas l'histoire «arbitrairement», mais dans des conditions données. Ces conditions incluent l'héritage du passé, que Marx envisage d'une façon assez critique, en se référant à la célèbre formule de Hegel: l'histoire se répète deux fois, la première comme tragédie, la seconde comme farce – Caussidière pour Danton, Louis Blanc pour Robespierre, le neveu (Louis Bonaparte) pour l'oncle (Napoléon).

Peut-on pour autant affirmer, comme il le fait quelques paragraphes plus loin, que les révolutions prolétariennes ne peuvent tirer leur poésie du passé – comme les révolutions bourgeoises – mais seulement de l'avenir ? Tel ne semble pas être le cas, puisque la Commune de Paris de 1871 se réfère sans cesse à celle de 1794, et la Révolution d'Octobre à la Commune de Paris (et ainsi de suite). Marx, par cette remarque, voulait probablement débarrasser le mouvement ouvrier socialiste du pesant héritage jacobin.

L'héritage du passé

Les traditions du passé sont un des aspects de ce que Marx désignait en 1846 par le terme d'«idéologie» et ici par celui de «superstructure»; des idées, des illusions, des visions du monde (*Lebensanschauungen*), des «façons de penser» (*Denkweisen*). Ce dernier terme est intéressant : ce n'est pas tel ou tel contenu philosophique, politique ou théologique qui

Cet ensemble de représentations «repose» sur les formes de propriété et d'existence sociale, mais ce sont *les classes sociales qui les créent*: en d'autres termes, l'idéologie, ou la «superstructure», n'est jamais l'expression directe de «l'infrastructure» économique; elle est produite et inventée par les classes sociales, en fonction de leurs intérêts et de leur situation sociale. Il n'existe donc pas d'idéologie d'une société en général, mais des représentations, des façons de penser des différentes classes sociales.

Dans la systématisation de ces idées et de ces illusions, les intellectuels, les représentants politiques et littéraires des différentes classes jouent un rôle capital. Quelle que soit leur distance par rapport à leur classe – en termes de culture ou de sensibilité – ils en sont les «représentants» ou les idéologues dans la mesure où leurs conceptions se situent à l'intérieur de *l'horizon de pensée* de la classe, ne dépassent pas les *limites* de sa vision du monde ; en d'autres termes, leurs réflexions, pour subtiles et sophistiquées qu'elles soient, ne sortent pas du cadre de la *problématique* de la classe, c'est-à-dire des questions qu'elle se pose en fonction de ses intérêts et de sa situation sociale. Ce passage de Marx pose donc à la fois l'autonomie relative des intellectuels face aux classes sociales et leur dépendance, en dernière analyse, par rapport aux *Denkweisen* de celles-ci.

Le *18 Brumaire* témoigne aussi de l'anti-étatisme de Marx, de sa critique radicale de l'aliénation politique, qui détache de la société les intérêts communs; nous sommes ici dans le droit fil de la critique de la philosophie de l'Etat de Hegel à laquelle il se livre dans le Manuscrit de Kreuznach (1843). En soulignant la continuité de l'appareil d'Etat, pléthorique, parasitaire et hyper-centralisé, depuis la monarchie absolue jusqu'à Louis Napoléon, en passant par la Révolution française, Napoléon 1er, la Restauration et la Monarchie de Juillet, Marx n'est pas si loin des analyses que Tocqueville développera plus tard dans *L'Ancien Régime et la Révolution* (1856) – ce même Tocqueville que Marx mentionne dans le *18 Brumaire* dans le rôle peu reluisant, en 1851, de porte parole du *parti de l'ordre*, association confuse de légitimistes, orléanistes et bonapartistes dans l'Assemblée Nationale...

L'enjeu de la future révolution sociale n'est donc pas, comme ce fut le cas des révolutions du passé, de prendre possession – « comme une proie » – de l'Etat, mais la *destruction* (*Zertrümmerung*) de l'appareil bureaucratique/militaire étatique. Cependant, Marx n'a pas encore une idée précise de la nouvelle forme de pouvoir politique qui devrait remplacer l'Etat: il la définit comme une « nouvelle forme de centralisation politique ». La formule est à la fois trop vague et trop unilatérale, supprimant, au profit d'un seul pôle, la dialectique entre centralisation et décentralisation, unité démocratique et fédéralisme. En fait, la réponse à cette question ne sera donnée à Marx que par la Commune de Paris de 1871.

Les sujets de cette future révolution sociale sont certes les prolétaires, mais aussi les paysans, une fois débarrassés de leurs illusions bonapartistes; autant Marx semble, dans un premier temps, condamner les paysans à l'impuissance politique, et au triste rôle de base sociale du bonapartisme, autant il se rend compte que sans l'action révolutionnaire de cette classe la révolution prolétarienne est, dans «toutes les nations paysannes», vouée à l'échec – comme en France au XIX^e siècle, mais cela vaut aussi pour la Russie, la Chine et beaucoup d'autres pays au XX^e siècle.

Révolution permanente

Exilés à Londres, Marx et Engels continuent néanmoins de suivre avec attention les derniers combats de la révolution initiée en mars 1848 en Allemagne. Ils vont ainsi rédiger en mars 1850 une circulaire au nom du Conseil central, adressée aux militants de la Ligue des Communistes restés dans le pays. Cette circulaire est l'un des documents politiques les plus importants écrits par les auteurs du *Manifeste*. Fondé sur une appréciation parfaitement illusoire et erronée de la situation en Allemagne, où la contre-révolution avait déjà gagné la partie, il n'en préfigure pas moins les principales révolutions du XX^e siècle. Il contient la formulation la plus explicite et cohérente de l'idée de *révolution permanente*, c'est-à-dire l'intuition de la possibilité objective, dans un pays «arriéré», absolutiste et «semi-féodal», comme l'Allemagne, d'une articulation dialectique entre les tâches historiques de la révolution démocratique et celles de la révolution prolétarienne, dans un seul processus historique ininterrompu. Cette hypothèse apparaissait déjà, sous une forme philosophique abstraite, dans la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* en 1844, ainsi que, de façon implicite, dans certains des articles sur la révolution allemande rédigés pour la *Neue Rheinische Zeitung* en 1848-1849. Il est vrai aussi qu'on trouve chez Marx, et plus encore chez Engels, aussi bien avant qu'après 1850, des écrits où le développement du capitalisme industriel et l'avènement de la république parlementaire bourgeoise apparaissent comme des étapes historiques distinctes, précédant la lutte pour le socialisme.

Constatant la capitulation de la bourgeoisie libérale devant l'absolutisme, la circulaire de 1850 propose une alliance du prolétariat allemand avec les forces démocratiques de la petite bourgeoisie, contre la coalition réactionnaire entre la monarchie, les propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie. Toutefois cette coalition démocratique est perçue comme un moment transitoire dans un processus révolutionnaire «permanent», jusqu'à l'abolition de la propriété privée bourgeoise et l'établissement d'une nouvelle société, une société sans classes - non seulement en Allemagne, mais à l'échelle internationale. Pour cela, il fallait que les ouvriers organisent leurs propres comités, leurs gouvernements ouvriers révolutionnaires locaux et leur garde prolétarienne armée. La ressemblance avec ce qui se passera, dans un contexte certes différent, en Octobre 1917 en Russie est étonnante: conseils ouvriers, double pouvoir, révolution en permanence.

La Circulaire de mars 1850 fut publiée pour la première fois par Engels, en annexe au livre de Marx, *Enthüllungen über den Kommunisten-Prozess zu Köln* (« Révélation sur le procès des communistes de Cologne »), paru à Zurich en 1885. Elle ne manquera pas de susciter la critique des partisans d'une social-démocratie modérée ; ainsi, Eduard Bernstein, dans *Les Présupposés du socialisme* (1898) dénonçait la « révolution permanente » comme une formulation « blanquiste ». Or, on ne trouve ni le concept ni le terme dans les écrits d'Auguste Blanqui. En fait, la source la plus probable du terme est à chercher dans les travaux d'histoire concernant la Révolution française que Marx avait étudiés et annotés en 1844-1846, dans lesquels il était question des clubs révolutionnaires qui se réunissaient «en permanence ». Bernstein perçoit aussi, mais cette fois avec raison, la dialectique comme source des idées avancées dans la Circulaire. Selon lui, l'idée de transformation de la future explosion révolutionnaire en Allemagne en une «révolution permanente» était le fruit de la dialectique hégélienne - une méthode « d'autant plus dangereuse qu'elle n'est jamais entièrement fautive » - qui permet de «passer brusquement de l'analyse économique à la violence» politique, puisque «chaque chose porte en elle son contraire »⁶.

En effet, c'est uniquement grâce à leur approche dialectique que Marx et Engels ont été capables de dépasser le dualisme rigide et figé séparant l'évolution économique et l'action politique, la révolution démocratique et la révolution socialiste. C'est leur compréhension

de l'unité contradictoire de ces différents moments, et de la possibilité de sauts qualitatifs («passages brusques») dans le processus historique, qui leur a permis d'esquisser la problématique de la révolution permanente. Contre cette méthode dialectique, Bernstein ne peut proposer qu'un «recours à l'empirisme» comme «seul moyen d'éviter les pires erreurs». Empirisme contre dialectique, on ne saurait mieux mettre en évidence les prémisses méthodologiques qui s'affrontent dans ce débat.

Curieusement, quand Léon Trotsky formule, pour la première fois, sa théorie de la révolution permanente en Russie, dans la brochure *Bilan et perspectives* (1906), il ne semble pas connaître la circulaire de mars 1850; sa source terminologique est un article sur la Russie publié en 1905 par le biographe de Marx Franz Mehring – qui, lui, avait bien lu le document de 1850, même s'il ne le cite pas.

L'intérêt de cet écrit «sur le vif» de Marx et Engels tient à ce que, malgré l'évidente erreur «empirique» de leur analyse de la situation en Allemagne, ils ont saisi un aspect essentiel des révolutions sociales du XX^e siècle, non seulement en Russie, mais aussi en Espagne, et dans les pays du Sud (Asie et Amérique Latine) : la fusion explosive entre révolution démocratique (et/ou anticolonialiste) et socialiste, dans un processus «permanent». Des idées analogues seront développées – sans qu'ils aient eu nécessairement connaissance de la Circulaire de 1850 ou des écrits de Trotsky – par des marxistes latino-américains, comme José Carlos Mariátegui à la fin des années 1920 et Ernesto « Che » Guevara en 1967, ou africains, comme Amilcar Cabral. Cette problématique a gardé toute son actualité, comme le montre, notamment en Amérique latine, le débat sur «le socialisme du XXI^e siècle».

références

références

- ↑**1** Karl Marx, Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Flammarion, 1998, p. 118.
- ↑**2** Karl Marx, Friedrich Engels, *Werke*, Berlin, Dietz Verlag, 1961, Band 6, p. 124, 217.
- ↑**3** Karl Marx, *Les Luttes de classes en France 1848-1850*, Paris, Editions Sociales, 1948, p. 39-40, 49, 89, 115.
- ↑**4** Friedrich Engels, «Introduction» à Karl Marx, *Les Luttes de classes en France 1848-1850*, *op. cit.*, p. 21-22.
- ↑**5** Antonio Gramsci, *Œuvres choisies*, Paris, Editions Sociales, 1959, trad. Gilbert Moget et Armand Monjo, p. 104.
- ↑**6** Eduard Bernstein, *Les Présupposés du socialisme* [1899], Paris, Seuil, 1974, p. 67.